



L'Opinion tranchée

Les mesures miroirs

Regard des agriculteurs et du grand public

LEVEE D'EMBARGO IMMEDIATE

Sondage réalisé pour



FONDATION
POUR LA NATURE
ET L'HOMME

Méthodologie



Recueil

Enquête réalisée par Internet du 21 octobre au 3 novembre 2025 auprès d'un échantillon d'agriculteurs français et d'un échantillon de Français.



Echantillons

Agriculteurs :

Echantillon représentatif de **310 agriculteurs français pratiquant une agriculture non-biologique**.

La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge et type d'agriculture (grandes cultures, élevages, cultures spécialisées).

Français :

Echantillon de **1 001 personnes**, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

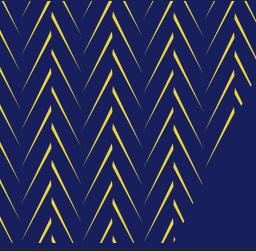
Précisions sur les marges d'erreur

Chaque sondage présente une incertitude statistique que l'on appelle marge d'erreur. Cette marge d'erreur signifie que le résultat d'un sondage se situe, avec un niveau de confiance de 95%, de part et d'autre de la valeur observée. La marge d'erreur dépend de la taille de l'échantillon ainsi que du pourcentage observé.

Taille de l'Echantillon	Si le pourcentage observé est de ...					
	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
800	1,5	2,5	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
3000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8

Lecture du tableau : Dans un échantillon de 1000 personnes, si le pourcentage observé est de 20% la marge d'erreur est égale à 2,5% : le pourcentage réel est donc compris dans l'intervalle [17,5 ; 22,5].

Dans un échantillon de 300 personnes, si le pourcentage observé est de 20% la marge d'erreur est égale à 4,6% : le pourcentage réel est donc compris dans l'intervalle [15,4 ; 24,6].

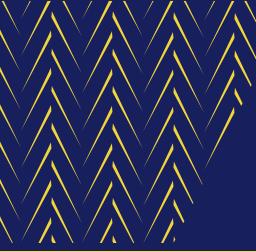


Principaux enseignements

Mesures miroirs

82 % des agriculteurs prêts à réduire les pesticides si les règles sont les mêmes pour tous

- Les préoccupations environnementales montent au premier plan dans le quotidien agricole : 85 % des agriculteurs s'inquiètent de la baisse des rendements liée au changement climatique, 81 % des effets sanitaires des engrains et pesticides — des niveaux comparables aux grands irritants habituels du métier.
- 87 % des agriculteurs reconnaissent leur responsabilité dans la santé des consommateurs, et 83 % estiment déjà faire des efforts. Mais près de 4 sur 10 se disent freinés par leurs impératifs économiques. Même constat sur l'environnement.
- Les mesures miroirs recueillent une large adhésion : 90 % des agriculteurs et 93 % des Français les jugent importantes, dont respectivement 54 % et 55 % qui les jugent prioritaires. Une base solide de consensus entre producteurs et consommateurs.
- 82 % des agriculteurs seraient prêts à réduire les phytosanitaires si les produits importés étaient soumis aux mêmes règles. Ce mécanisme de réciprocité changerait la donne.
- Reste un verrou : 45 % des agriculteurs estiment ne pas être suffisamment accompagnés pour faire évoluer leurs pratiques vers plus d'agroécologie.



Synthèse détaillée

(1/5)

Mesures miroirs

82 % des agriculteurs prêts à réduire les pesticides si les règles sont les mêmes pour tous

La baisse de rendements liée au changement climatique et la santé liée à l'usage des engrains et des pesticides sont des sujets de préoccupation importants pour plus de 8 agriculteurs sur 10

Deux préoccupations environnementales majeures s'imposent aujourd'hui dans le quotidien des agriculteurs : la baisse des rendements agricoles liée aux changements climatiques, jugée importante par 85% d'entre eux, dont 46% la considèrent même comme "très importante". Juste derrière, la santé liée à l'usage des engrains et des pesticides préoccupe 81% des agriculteurs, dont 48% qui la jugent « très importante ». Ces deux enjeux désormais enracinés dans le travail agricole viennent se hisser au rang des principaux facteurs de tension du métier, juste après les traditionnels "irritants" que sont les normes et contraintes administratives (90%), la charge mentale (89%) et la viabilité économique (87%).

Ces deux sujets devancent même d'autres enjeux pourtant cruciaux pour l'avenir du secteur, comme la transmission des exploitations (78%) ou le manque de main-d'œuvre (74%). Signe d'une mutation en profondeur, ces préoccupations environnementales ne sont plus vécues comme des débats imposés de l'extérieur, mais comme des impératifs internes au métier, que les agriculteurs subissent directement.

Dans le détail, l'inquiétude sur la baisse des rendements, visible dans toutes les filières, est particulièrement marquée chez les agriculteurs de 35-49 ans (90%).

La santé liée à l'usage des engrains et des pesticides est un peu plus forte en cultures spécialisées (84%).

Près de 9 agriculteurs sur 10 et la même proportion de Français, considèrent que la responsabilité des agriculteurs sur la santé des consommateurs est importante

Et les agriculteurs assument pleinement leur rôle vis-à-vis de la santé des consommateurs : 87% estiment que leur responsabilité est importante, dont 55% "très importante". Ce n'est donc pas un sujet que la profession cherche à minimiser ou à renvoyer vers l'aval de la chaîne alimentaire ; au contraire, une large majorité reconnaît qu'elle porte une part essentielle de la qualité sanitaire de l'alimentation.

L'adhésion est robuste dans toutes les filières et se retrouve à tous les âges.

Producteurs et consommateurs convergent sur un point essentiel : l'agriculture a un rôle direct à jouer dans la protection de la santé.

Les Français expriment la même attente : 87% jugent cette responsabilité importante, et 41% la jugent "très importante". Cette forte convergence de perception entre agriculteurs et consommateurs constitue un point de rencontre remarquable sur un sujet sensible : les Français veulent être protégés, et les agriculteurs reconnaissent leur rôle dans cette protection — une base solide pour faire évoluer les pratiques et les politiques publiques.

Synthèse détaillée

(2/5)

83% des agriculteurs considèrent qu'ils font des efforts pour la santé des consommateurs, mais la moitié d'entre eux se sentent limités par leurs impératifs économiques

Face à la responsabilité qu'ils reconnaissent, les agriculteurs - il s'agit bien ici de ceux dont les pratiques ne sont pas « bio » - affirment avoir déjà engagé des actions. 83% estiment faire des efforts pour la santé des consommateurs, et, parmi eux, 44% se disent même "très engagés", affirmant avoir déjà changé certaines de leurs pratiques, notamment en matière de réduction des pesticides. Toutefois, 39% déclarent être freinés par leurs impératifs économiques, ce qui révèle une tension entre volonté de faire évoluer les pratiques et contrainte de rentabilité. 16% indiquent qu'ils se contentent d'être conformes aux normes européennes et françaises qui permettent déjà d'écartier les produits les plus dangereux pour la santé.

Cet engagement diffère selon les profils. Les moins de 35 ans disent plus souvent qu'ils sont "très engagés" (55%), tandis que les 35–49 ans sont plus nombreux à reconnaître des efforts limités faute de moyens (44%). Les cultures spécialisées comptent la plus forte proportion de "très engagés" (50%), mais également une part importante d'agriculteurs bridés économiquement (45%), quand les grandes cultures et l'élevage restent plus prudents dans l'intensité des changements déjà opérés. Les femmes apparaissent plus volontaires que les hommes (55% de « très engagées vs 40% des hommes), ces derniers évoquant davantage les limites économiques (44% vs 26%). La dynamique est là, mais l'équation économique conditionne le rythme de la transition.

87% des agriculteurs considèrent qu'ils font des efforts pour l'environnement, mais la moitié d'entre eux se sentent limités par leurs impératifs économiques

La même dynamique se retrouve sur le terrain environnemental : 87% des agriculteurs déclarent faire des efforts pour réduire leur impact sur l'environnement. Parmi eux, 45% se disent "très engagés" pour réduire l'usage des engrains et pesticides, et adoptent des pratiques plus respectueuses des sols. Mais 42% affirment que leurs efforts sont limités par les contraintes économiques, un niveau quasiment identique à celui observé sur le volet santé. 10% indiquent s'en tenir à la simple conformité aux normes françaises et européennes.

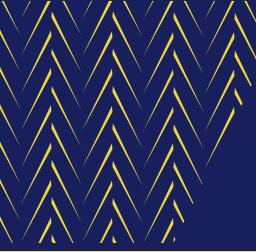
Ici encore, les plus jeunes sont les plus nombreux à se dire "très engagés" (51%), tandis que les générations intermédiaires expriment davantage de limites financières ainsi que les femmes (51% vs 43% des hommes).

Près de 6 agriculteurs sur 10 connaissent les mesures miroirs mais leur connaissance est imparfaite : seuls 21% savent précisément ce dont il s'agit

Les mesures miroirs commencent à émerger dans le paysage agricole, mais leur compréhension reste encore partielle. Ces dispositions visent à interdire l'importation de produits agricoles ne respectant pas les normes environnementales et sanitaires imposées aux producteurs français, afin de garantir une concurrence équitable.

Aujourd'hui, 59% des agriculteurs déclarent en avoir déjà entendu parler, mais seuls 21% affirment savoir précisément de quoi il s'agit. 38% en ont une idée vague, tandis que 41% n'en ont jamais entendu parler.

La connaissance est variable selon les profils : la connaissance "précise" grimpe chez les cultures spécialisées (34%) et les grandes cultures (26%), alors qu'elle chute chez les éleveurs (11%). Les moins de 35 ans sont les plus avancés (31% "précise"), quand les 35–49 ans restent davantage au stade "vague" (48%) et les 50 ans et plus sont bien plus nombreux à ne pas en avoir entendu parler (46%).



Synthèse détaillée

(3/5)

54% des agriculteurs et 55% des Français jugent prioritaire la mise en place des mesures miroirs. Presque personne ne les juge « pas importantes »

Une fois que la définition des mesures miroirs est bien précisée, leur mise en place est largement plébiscitée par les agriculteurs : 90% les jugent importantes dont 54% estiment même qu'il s'agit d'une priorité, seuls 9% les considèrent peu ou pas importantes.

Chez les agriculteurs, la perception d'urgence autour des mesures miroirs progresse avec l'âge : 60% des plus de 50 ans les jugent prioritaires alors que les plus âgés sont aussi ceux qui connaissent le moins bien le dispositif — preuve qu'une fois expliqué, il convainc largement.

Toutes les filières franchissent ou frôlent la barre des 50% d'adhésion : 56% dans les grandes cultures, 55% en élevage et 49% dans les cultures spécialisées. Les femmes expriment un sentiment d'urgence plus marqué (57% "prioritaire") que les hommes (53%), traduisant une forte attente dans tous les profils du monde agricole.

Les Français partagent cette conviction : 93% considèrent les mesures miroirs comme importantes dont 55% prioritaires, seuls 6% estimant qu'elles ne le sont pas.

Ce large consensus entre producteurs et consommateurs souligne la pertinence de ces dispositifs. L'adhésion massive des deux publics en fait un levier politique solide pour défendre une agriculture plus équitable et durable.

La mise en place des mesures miroirs est un processus vertueux à tous égards pour les agriculteurs, en particulier pour la santé, le made in France et la compétitivité de nos produits agricoles

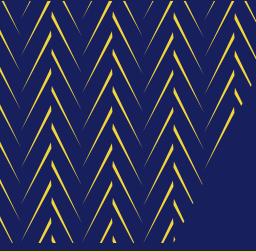
Dans l'esprit des agriculteurs, les mesures miroirs relèvent d'un rééquilibrage utile sur tous les plans : elles amélioreraient la santé (83%), favoriseraient l'achat de produits "made in France" (81%), renforcerait la compétitivité (81%) et préserveraient l'environnement (80%) ; elles contribuerait aussi à mieux rémunérer les agriculteurs (77%) et à encourager l'installation de nouveaux producteurs (75%).

L'élevage valorise davantage l'axe compétitivité (87%) et santé (87% également).

Pour les agriculteurs, c'est le manque d'engagement des responsables politiques et la faible considération pour le monde agricole qui freinent la mise en place des mesures miroirs

Si les agriculteurs voient les bénéfices des mesures miroirs, ils identifient clairement où ça bloque : 51% citent le manque d'engagement des responsables politiques, 47% la faible considération pour le monde agricole. Viennent ensuite, assez nettement moins cités, le risque d'augmentation des prix pour les consommateurs (37%), la crainte de représailles commerciales (35%), la complexité juridique de la mise en œuvre (31%) et la pression de certains syndicats agricoles (16%). Pour avancer, il faudra donc un signal politique clair et un cadrage juridique lisible, sans quoi la dynamique restera bridée.

Par profils, la critique envers les pouvoirs publics est plus tranchée chez les éleveurs (61%). Des éleveurs qui mettent également plus en avant le manque de considération pour le monde agricole (55%).



Synthèse détaillée

(4/5)

Si des mesures miroirs étaient mises en place, 82% des agriculteurs seraient davantage disposés à réduire l'usage de produits phytosanitaires. Un tiers d'entre eux en sont même « certains ».

Le mécanisme de réciprocité changerait la donne : 82% des agriculteurs se disent disposés à réduire l'usage des engrains et pesticides si les produits importés étaient soumis aux mêmes règles, dont 34% qui le feraient "certainement" (et 48% "probablement").

Le niveau d'engagement grimpe chez les éleveurs à 86%, mais est élevé partout. En clair : dès lors que les règles sont équivalentes pour tous, la réduction des intrants devient un choix majoritaire — et pour beaucoup, un engagement ferme.

Les agriculteurs seraient prêts à de nombreux autres efforts, en particulier en faveur du bien-être animal et de la réduction des usages des antibiotiques et des médicaments vétérinaires

Au-delà des pesticides, les agriculteurs se déclarent prêts à multiplier les efforts : chez les éleveurs, l'adhésion atteint les 90% sur l'amélioration du bien-être animal et la baisse des antibiotiques et médicaments vétérinaires; dans l'ensemble des filières, l'accord est de 80% pour déployer des infrastructures agroécologiques sur l'exploitation (haies, bandes enherbées, jachères), la diversification des cultures et rotations s'établit à 73%, et les démarches de certification (HVE, Label Rouge, AOP, bio) sont citées par plus des deux tiers des agriculteurs (67%).

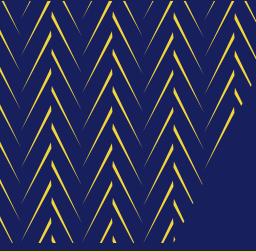
Les grandes cultures se projettent plus volontiers sur les rotations/diversification (82%) et les infrastructures agroécologiques, tandis que les éleveurs concentrent l'effort sur la santé et le bien-être animal.

Le message est limpide : lorsque le cadre concurrentiel est jugé plus équitable grâce aux mesures miroirs, les agriculteurs se disent prêts à aller plus loin.

La réduction des pesticides est la principale attente des Français (62%) à l'égard des agriculteurs si les mesures miroirs étaient mises en place

Côté consommateurs, si des mesures miroirs étaient appliquées, la priorité serait sans ambiguïté : 62% des Français citent la réduction des pesticides comme attente n°1, devant le bien-être animal / baisse des antibiotiques (48%), la plantation de haies et d'arbres (30%) et la certification Bio, commerce équitable etc. (28%).

À noter, les Français demanderaient des efforts aux agriculteurs mais voudraient aussi clairement que la conséquence des mesures miroirs soit une meilleure rémunération des agriculteurs. En substance, l'opinion pousse à la fois sur le volet sanitaire et sur la justice économique, ce qui crée une coalition d'intérêts : des règles miroirs pour baisser les intrants sans fragiliser ceux qui produisent.



Synthèse détaillée (5/5)

45% des agriculteurs Français ne se sentent pas suffisamment accompagnés pour faire évoluer leurs pratiques vers davantage d'agroécologie, la moitié des éleveurs le disent

Dernier verrou, l'accompagnement : 45% des agriculteurs estiment ne pas être suffisamment accompagnés pour faire évoluer leurs pratiques vers l'agroécologie (contre 54% qui se sentent suffisamment accompagnés).

Le signal est particulièrement fort chez les éleveurs (49%), qui cumulent enjeux sanitaires, bien-être animal et investissements. Les 50 ans et plus sont un peu plus nombreux à juger l'accompagnement insuffisant (48% vs 32% des moins de 35 ans et 43% des 35-49 ans). Autrement dit, au-delà du cadre de concurrence, la réussite passera par un soutien opérationnel : conseil, financements de transition et visibilité sur les règles.

Au fil des résultats, une image nette se dessine : les agriculteurs ne contestent ni leur responsabilité sanitaire, ni la nécessité d'évoluer, et ils ont, pour beaucoup, déjà amorcé la transition. Santé, environnement, attentes sociétales : sur tous ces sujets, la profession avance. Les Français, eux, souhaitent des pratiques plus vertueuses, mais pas au détriment de ceux qui les mettent en œuvre. Ils veulent des produits plus sains, moins de pesticides, davantage de bien-être animal, mais aussi une meilleure rémunération des agriculteurs.

Les mesures miroirs constituent, dans ce contexte, un levier stratégique : elles permettent de concilier exigence écologique et équité économique, en rétablissant les conditions d'une concurrence loyale avec les importations. Surtout, elles créent une base d'adhésion commune entre agriculteurs et consommateurs. Reste un verrou central : l'accompagnement. Pour que la transition s'accélère, elle devra être rendue possible, et non seulement souhaitée — par un engagement politique clair, un cadre stable et un soutien technique et financier à la hauteur.

Céline Bracq, directrice générale d'Odoxa

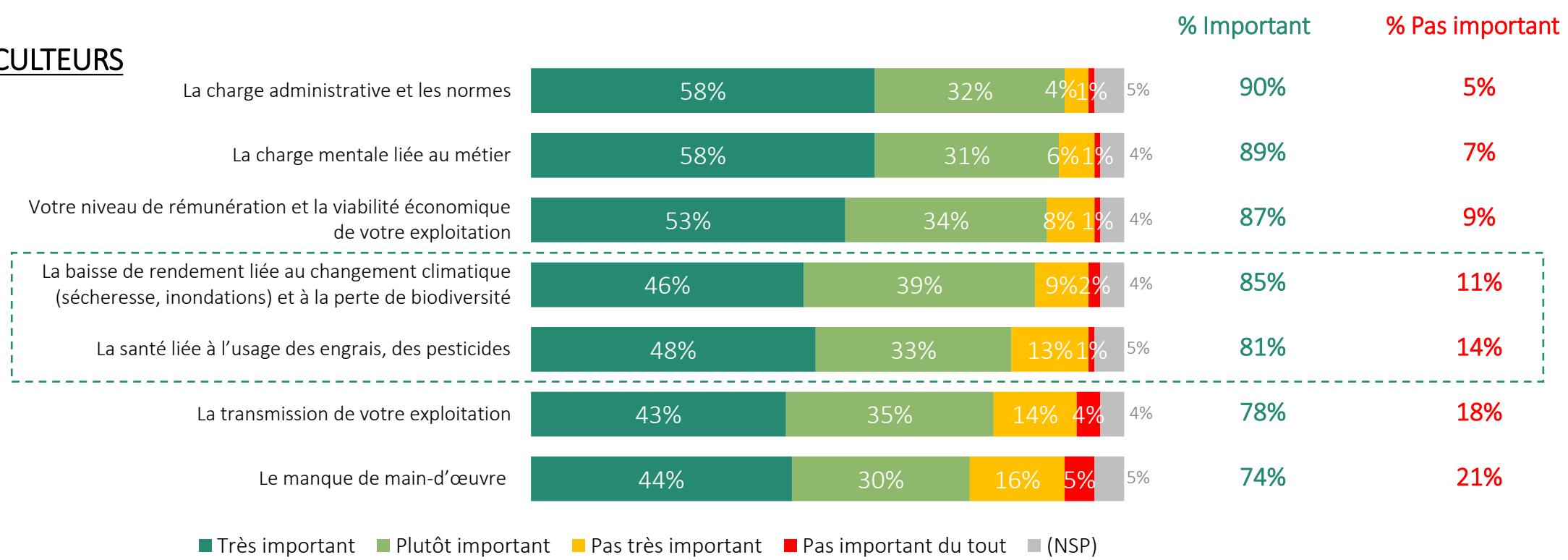
La baisse de rendements liée au changement climatique et la santé liée à l'usage des engrais et des pesticides sont des sujets de préoccupation importants pour plus de 8 agriculteurs sur 10



Pour chacun des sujets suivants, dites-nous si c'est un sujet de préoccupation important pour vous :



AGRICULTEURS



Près de 9 agriculteurs sur 10 et la même proportion de Français considèrent que la responsabilité des agriculteurs sur la santé des consommateurs est importante



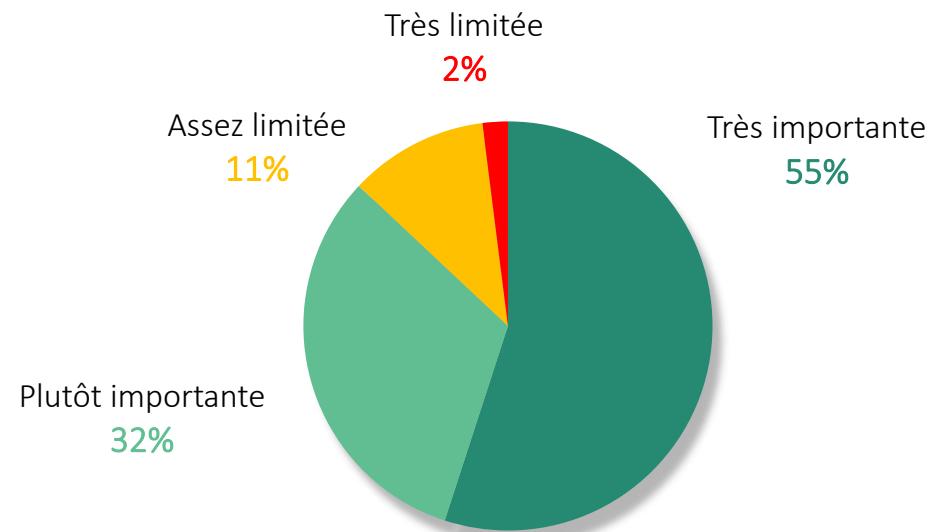
Diriez-vous que, dans votre activité, votre responsabilité vis-à-vis de la santé des consommateurs est... ?



AGRICULTEURS

% Limitée : 13%

% Importante : 87%



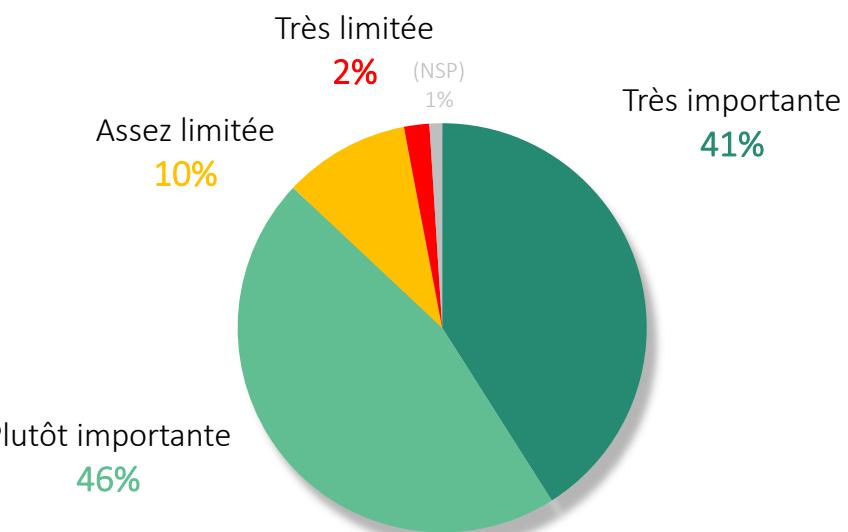
Diriez-vous que, dans leur activité, la responsabilité des agriculteurs vis-à-vis de la santé des consommateurs est... ?



ENSEMBLE DES FRANÇAIS

% Limitée : 12%

% Importante : 87%



83% des agriculteurs considèrent qu'ils font des efforts pour la santé des consommateurs, mais la moitié d'entre eux se sentent limités par leurs impératifs économiques



Laquelle de ces affirmations décrit le mieux votre engagement actuel en faveur de la santé des consommateurs dans votre exploitation ?



AGRICULTEURS

Je suis très engagé(e) et j'ai décidé de changer mes pratiques agricoles, notamment en réduisant l'usage des pesticides

44%

Je fais des efforts dans ce sens, mais les impératifs économiques limitent mes actions

39%

Je me contente d'être conforme aux normes européennes et françaises qui permettent déjà d'écartier les produits les plus dangereux pour la santé

16%

(NSP)

1%

83%

des agriculteurs affirment faire des efforts en faveur de la santé des consommateurs

87% des agriculteurs considèrent qu'ils font des efforts pour l'environnement, mais la moitié d'entre eux se sentent limités par leurs impératifs économiques



Et concernant votre engagement actuel en faveur de la protection de l'environnement dans votre exploitation, laquelle de ces affirmations vous correspond le mieux ?



AGRICULTEURS

Je suis très engagé(e) et je mets en œuvre des pratiques agricoles qui permettent de diminuer mes intrants (pesticides, engrains, etc.)

45%

87%

des agriculteurs affirment faire des efforts en faveur de la protection de l'environnement

Je fais des efforts dans ce sens, mais les impératifs économiques limitent mes actions

42%

Je me contente d'être conforme aux normes européennes et françaises qui permettent déjà de produire sans impacter l'environnement

10%

(NSP)

3%

Près de 6 agriculteurs sur 10 connaissent les mesures miroirs, mais leur connaissance est imparfaite : seuls 21% savent précisément ce dont il s'agit



Avez-vous déjà entendu parler des “mesures miroirs” ?



AGRICULTEURS

Oui, vous savez précisément ce dont il s'agit

21%

Oui, vous savez vaguement ce dont il s'agit

38%

Non, vous n'en avez pas entendu parler

41%

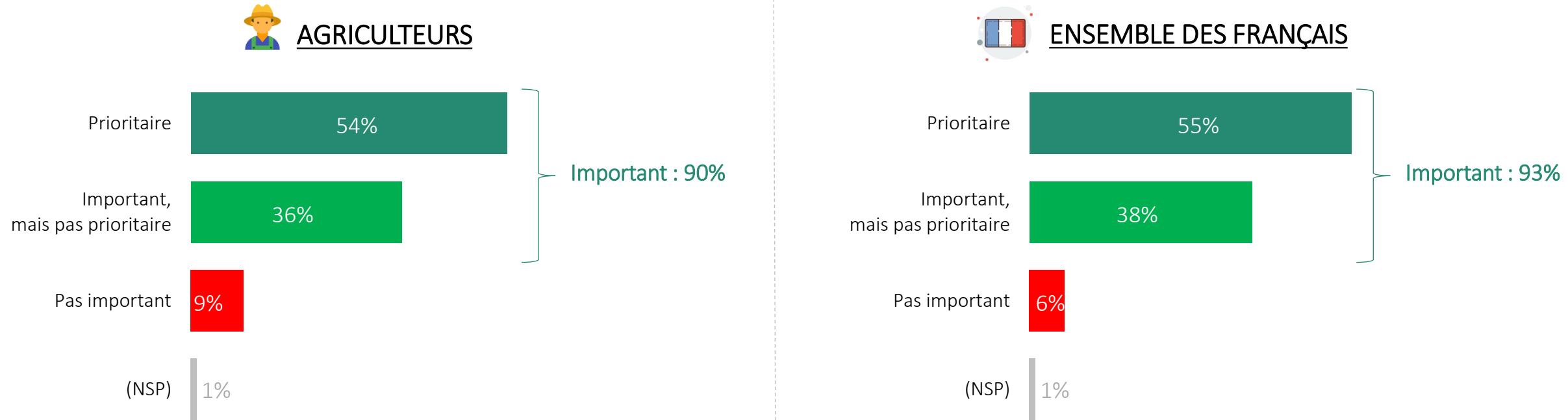
59%
des agriculteurs ont déjà entendu parler
des mesures miroirs

54% des agriculteurs et 55% des Français jugent prioritaire la mise en place des mesures miroirs. Presque personne ne les juge « pas importantes »



Le principe des « mesures miroirs » est d'imposer aux pays souhaitant exporter leurs produits agricoles vers l'Union Européenne les mêmes règles que celles imposées aux agriculteurs européens, par exemple en matière d'usage de pesticides ou de bien-être animal. L'objectif est d'établir une concurrence plus juste et de faire évoluer les pratiques vers une agriculture plus respectueuse de l'environnement et de la santé.

Selon vous, la mise en place de mesures miroirs est quelque chose de... ?



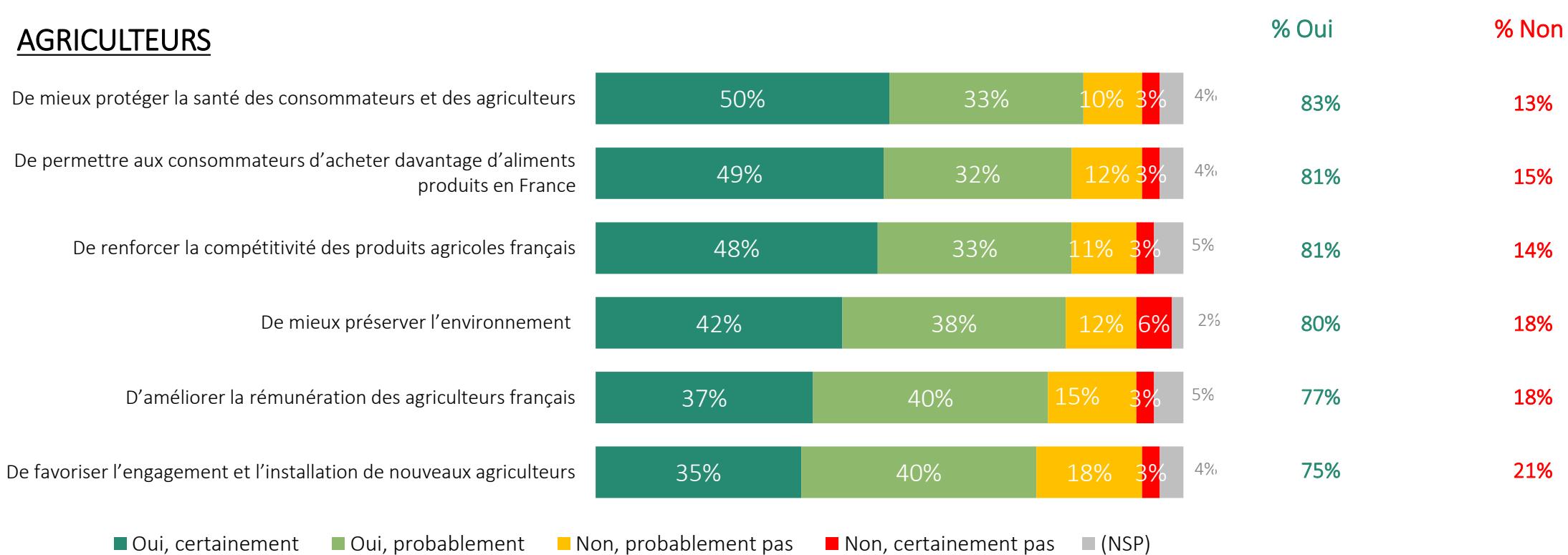
La mise en place des mesures miroirs est un processus vertueux à tous égards pour les agriculteurs , en particulier pour la santé, le made in France et la compétitivité de nos produits agricoles



Diriez-vous que la mise en place de mesures miroirs permettrait... ?



AGRICULTEURS



Pour les agriculteurs, c'est le manque d'engagement des responsables politiques et la faible considération pour le monde agricole qui freinent la mise en place des mesures miroirs

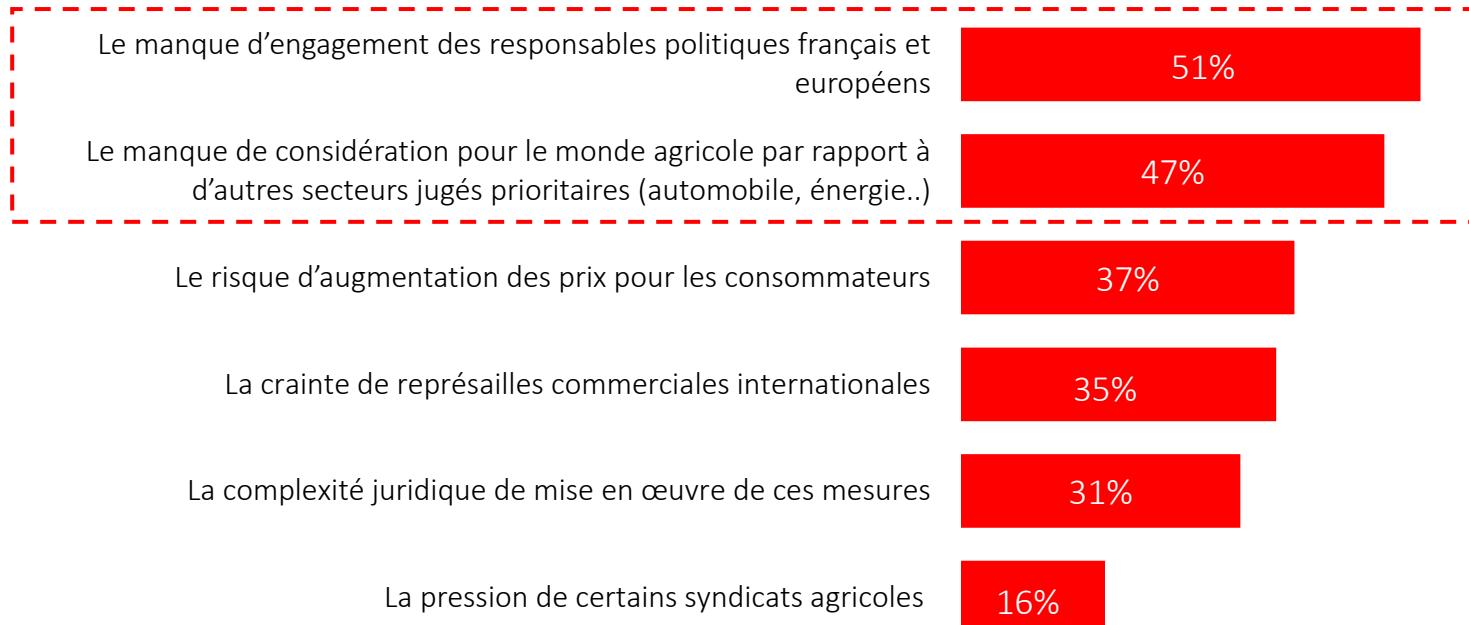


Selon vous, quels sont aujourd'hui les principaux freins à la mise en place des mesures miroirs ?

3 réponses possibles



AGRICULTEURS



Le total est supérieur à 100 car plusieurs réponses pouvaient être choisies.

Si des mesures miroirs étaient mises en place, 82% des agriculteurs seraient davantage disposés à réduire l'usage de produits phytosanitaires. Un tiers d'entre eux en sont même « certains ».



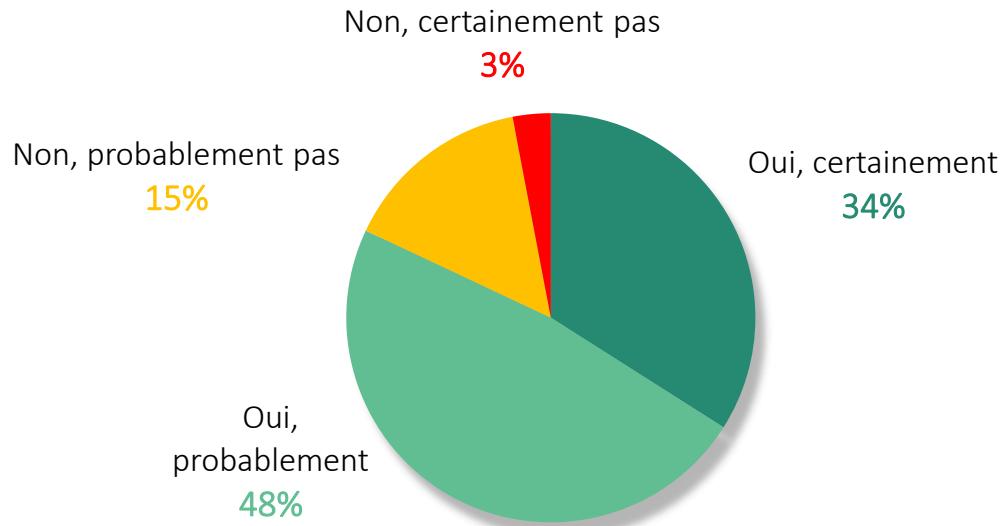
Si les produits importés étaient soumis aux mêmes exigences environnementales que les vôtres (mesures miroirs), seriez-vous davantage disposé(e) à réduire l'usage de produits phytosanitaires ?



AGRICULTEURS

% Non : 18%

% Oui : 82%



Les agriculteurs seraient alors prêts à de nombreux autres efforts, en particulier en faveur du bien-être animal et de la réduction des usages des antibiotiques et des médicaments vétérinaires



Pour chacune des initiatives suivantes, diriez-vous que vous seriez prêt(e) à la mettre en œuvre ou à la renforcer si les mesures miroirs étaient mises en place ?



AGRICULTEURS

(Aux éleveurs)
Améliorer le bien-être animal dans votre élevage, réduire les usages d'antibiotiques et de médicaments vétérinaires



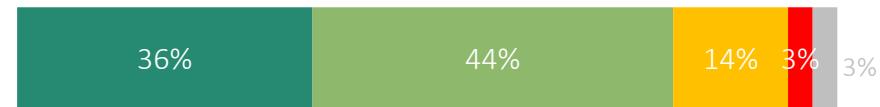
% Oui

% Non

90%

9%

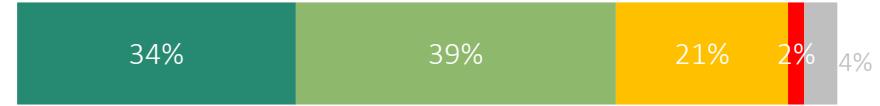
Déployer des infrastructures agroécologiques sur votre exploitation (plantation de haies, de bandes enherbées, jachère...)



80%

17%

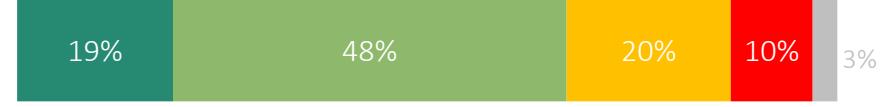
Diversifier davantage vos cultures, allonger votre rotation culturelle



73%

23%

Vous engager dans une démarche de certification (Bio, Commerce Equitable France, label rouge, etc.)



67%

30%

■ Oui, certainement

■ Oui, probablement

■ Non, probablement pas

■ Non, certainement pas

■ (NSP)

La réduction des pesticides est la principale attente des Français (62%) à l'égard des agriculteurs si les mesures miroirs étaient mises en place.



Si les mesures miroirs étaient appliquées, qu'attendriez-vous en priorité des agriculteurs français ?

3 réponses possibles



ENSEMBLE DES FRANÇAIS

Qu'ils poursuivent leurs efforts pour réduire l'usage des pesticides pour la santé et la nature

62%

Qu'ils améliorent le bien-être animal dans leur élevage, réduisent les usages d'antibiotiques et de médicaments vétérinaires

48%

Qu'ils plantent plus de haies ou d'arbres bénéfiques pour la biodiversité sur leurs parcelles.

30%

Qu'ils s'engagent dans une démarche de certification (Bio, Commerce équitable France, label rouge, etc.)

28%

Vous ne changeriez pas vos attentes sur les pratiques agricoles françaises

6%

Qu'ils soient mieux rémunérés pour leur travail

60%

(NSP)

1%



Le total est supérieur à 100 car plusieurs réponses pouvaient être choisies.

45% des agriculteurs Français ne se sentent pas suffisamment accompagnés pour faire évoluer leurs pratiques vers davantage d'agroécologie, la moitié des éleveurs le disent



Vous sentez-vous aujourd’hui suffisamment accompagné(e) pour faire évoluer vos pratiques agricoles vers davantage d’agroécologie ?



AGRICULTEURS

% Non : 45%

Eleveurs : 49%

Non, pas du tout
9%

Non, pas vraiment
36%

(NSP)
1%

% Oui : 54%

Oui, tout à fait
17%

Oui, plutôt
37%

